

Session Plénière du 17 Décembre 2020

Rapport N° 20.04.03 Protocole d'Accord sur le contenu du CPER 2021-2027 / Accord Régional de Relance 2021/2022

Intervention de Ludovic MARCHETTI

Monsieur le Président, Chers Collègues,

Entre autres enfumages de formes, on peut relever dans ce rapport des contradictions de fond qui vont gravement à l'encontre de la raison politique, en mettant en péril à court terme l'avenir des équilibres d'approvisionnement énergétique de la Nation. Il est stupéfiant de noter que systématiquement, à terme, les résultats de vos actions produiront l'exact opposé des orientations que vous prétendez leur donner.

Dans votre Axe 3 par exemple, vous prétendez mener des politiques publiques : (je vous cite) « **de lutte contre la précarité énergétique** ». Mais la réalité vient ce mois-ci de vous déjuger vertement. Les annonces successivement, de la Ministre et de EDF, prévenant les français de possibles coupures d'électricité dès cet hiver (*fait sans précédent depuis 1978*) montrent que la politique nationale d'une transition énergétique hasardeuse et idéologique, que vous poussez de toutes vos forces, augmente sensiblement le risque de précarité énergétique.

Vous engagez notre Pays et vous financez le remplacement de la production nucléaire par des énergies renouvelables qui baisseront obligatoirement et sensiblement nos capacités de production électrique nationale. Mais vous voulez dans le même temps développer le tout numérique, ce qui sera techniquement incompatible. Alors que nos capacités marquent déjà des insuffisances du fait de vos choix stratégiques, comment absorberez-vous la demande croissante exponentielle des usages numériques qui est estimée à 25% d'ici 2030, soit + 15 TWh/an ? Et votre CPER soutient de surcroit la création d'un **data center** régional. Un data center de 100MW représente annuellement la consommation d'une ville de 50 000 habitants. Comment ferez-vous en fermant les réacteurs nucléaires ? Les courbes de votre improbable « *en même temps* » vont se heurter violemment à la réalité dans moins de dix ans. Au détriment des Français bien sûr ! Comme toujours bien sûr !

Dans la même veine vous financez dans votre CPER, à grand renfort d'argent public et la main sur le cœur, des Agences de toutes sortes, de l'eau, de l'air, de la biodiversité, à des fins d'éducation et de sensibilisation du public à la conservation de la Nature.

Mais vous seriez bien inspirés de commencer par vos propres rangs. Car en termes d'exploitation énergétique, ce qui détruit le plus la nature aujourd'hui, et de loin, ce ne sont pas les centrales nucléaires, mais les millions de mètres cubes de terre arable française irrémédiablement saccagés par vos éoliennes, ainsi que les désastres écologiques sur les sols et sur l'eau pratiqués loin de nos frontières pour la production massive des cellules photovoltaïques et autres batteries de voitures électriques dont vous serez bientôt incapables d'assurer la recharge faute de production d'énergie.

A l'heure où il est beaucoup question de l'impérieuse nécessité de recouvrer notre souveraineté nationale en de nombreux domaines, vos choix stratégiques sont en totale opposition avec cette nécessité.

Le choix qui avait été fait après-guerre pour la politique énergétique nationale était le nucléaire, énergie souveraine, dont il est facile de vérifier scientifiquement qu'elle est de loin le mode de production d'électricité le plus décarboné qui existe à ce jour. Et c'est pourtant au nom de la décarbonation de notre énergie qu'est développée actuellement votre logique dite « des énergies renouvelables », dont, outre que toutes les études démontrent qu'elles ne pourront jamais compenser le nucléaire en termes d'échelle de production, leur développement même, place notre Pays dans une situation de **dépendance directe à la Chine** de par le quasi-monopole qu'elle détient sur certaines matières premières nécessaires à la fabrication de ces technologies. C'est une pure folie !

Je vous remercie.

